

Domaine public 120

J.A. Lausanne

Du Lac noir au Livre rouge

Il nous arrive d'avoir l'esprit de contradiction. Ce petit livre rouge, toute la presse l'avait critiqué avant même que nous l'ayons reçu; les phrases types avaient été épinglées; elles paraissaient scandaleuses, mais nous nous disions qu'elles avaient dû, avec une parfaite justesse de coup d'œil critique, être piquées dans un contexte plus neutre.

A la lecture directe, la surprise est de découvrir que le scénario de la résistance morale du peuple est plus énorme encore que ne le laissait croire le chorus des indignations. Le texte a même quelque chose de délirant, comme s'il surgissait d'un autre univers mental: c'est à la fois inquiétant, obsessionnel et presque joyeusement gaffeur.

Le mécanisme schizophrénique de la gaffe est facile à déceler. Au temps du stalinisme, le noyautage des mouvements pacifistes était la règle, de même que l'utilisation des potiches intellectuelles, ou de la colombe de Picasso. Les colonels de M. von Moos, quinze ans plus tard, plaquent ce schéma sur la réalité d'aujourd'hui: Eglises, intellectuels, pacifistes deviennent suspects dans leur totalité, en raison des tentatives, très marginales compte tenu de la réalité suisse, du stalinisme 1950. Le Conseil fédéral lui-même en devient suspect: il veut signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires; or, dit le petit livre rouge, qui veut refuser à la Suisse un armement nucléaire fait le jeu de l'ennemi!

D'où...

En revanche, il serait léger de s'imaginer que cette prose n'est l'élucubration que de quelques colonels qui vivent en vase clos.

Il y a longtemps que ce genre de schéma est le prélude nécessaire de n'importe quel exercice de manœuvre militaire. Pour la troupe, on se contente encore le plus souvent de lui expliquer que le parti bleu ou rouge a massé une division entre Denges et Denezzy etc..., mais dans les écoles d'aspirants et les cours de cadres, depuis belle lurette, on prélude par de plus fouillées descriptions. On invente une situation internationale. Grèves en Italie ou en

France, incidents sur les voies d'accès à Berlin-Ouest. Agitation pacifiste en Suisse. On passe des montages sonores réalistes: les nouvelles sont lues par des voix radiophoniques connues.

Nos premiers lecteurs se souviennent qu'au temps du lancement de «Domaine public», nous avions révélé un exercice de ce genre, réservé à des aspirants officiers pilotes. Un des clous du psychodrame était un interrogatoire dans une baraque du Lac Noir, avec simulation de torture poussée très loin jusqu'aux premiers sévices. Et, par souci de réalisme, on avait soigné la mise en scène en décorant «soviétiquement» la salle, grâce à l'obligeance de l'Ostinstitut de Berne qui avait prêté les éléments du décor.

Or l'analyse de l'incident avait mis à jour un milieu d'officiers de milices, activistes, d'origine bernoise en l'occurrence, liés entre eux par des relations personnelles, qui confondait un anticommunisme pathologique avec la défense de la liberté.

Interpellé sur ce sujet au Conseil national, M. Chaudet avait couvert.

Les activistes d'il y a six ans sont donc toujours en place. Ils ont dû prendre du galon. Ils doivent aujourd'hui être colonels, c'est-à-dire les collègues-amis des auteurs du petit livre. Le même arbre donne toujours les mêmes fruits.

M. von Moos sait-il lire ?

A partir du moment où un document est distribué en Suisse, dans chaque ménage, sur une initiative du Conseil fédéral, on pourrait souhaiter que les termes en soient pesés.

Nous avons déjà dû subir récemment l'affiche qui nous recommandait de faire nos provisions de guerre avec au-dessus d'une assiette ce slogan-image-de-la-Suisse: «La situation internationale décide de votre menu». Aujourd'hui le livre rouge!

Certes, on ne demande pas à un conseiller fédéral de savoir écrire, mais au moins de savoir lire. M. von Moos, la preuve est faite, ne sait pas lire. Qu'on le recycle!

Après un congrès

Les congrès de l'Union syndicale suisse ont gardé ce goût, très sensible dans le socialisme et le syndicalisme allemand, de la respectabilité. On ouvre le congrès par un morceau de musique classique; c'est orchestre de chambre et non fanfare ouvrière.

La musique de chambre donne le ton. Allegro moderato. On lit les partitions. Il va de soi qu'un tel congrès ne peut être laissé à l'improvisation des humeurs de salle. Mais on comprend la déception d'un syndicaliste, parlant au nom des syndiqués de son canton, qui vient à la tribune défendre une proposition de son cartel et qui découvre que la réponse qu'on lui donne est déjà imprimée. A quoi sert-il alors qu'il motive sa proposition, si, à l'avance, jusque dans les détails de l'argumentation, la réponse est prête?

L'absence de spontanéité est vraiment poussée très loin. Les syndicalistes allemands, qui ont pourtant eux aussi, nous l'avons dit, le goût de la musique de chambre, laissent, dans les congrès, une place à la discussion. Sur des thèmes donnés, le congrès est réparti en commissions, où l'on discute, où l'on procède à des échanges, où l'on participe.

Car il est vraiment paradoxal de réclamer la participation dans l'entreprise quand le Congrès de l'Union syndicale se déroule sur le schéma du cours ex cathedra.

Nous avons regretté aussi l'absence d'une véritable présence, dans la salle, des travailleurs étrangers. Il ne suffit pas de condamner l'initiative Schwarzenbach. Il faudrait prévoir aussi des mesures d'assimilation et d'intégration des travailleurs étrangers.

Domage que sur ce thème la résolution ne propose pas de politique constructive.

Les thèmes de l'épargne négociée ont été au centre des préoccupations. L'idée fait son chemin; mais les économistes de l'Union syndicale en montrent plus les difficultés d'application qu'ils n'en soulignent le dynamisme.

Et pourtant, il est inutile de défendre le second pilier, c'est-à-dire les caisses de pension professionnelles, si le droit des travailleurs à la gestion de ces fonds n'est pas revendiqué. Et ces droits de gestion n'ont d'intérêt que si la concentration des capitaux confère un pouvoir économique.

Enfin, le problème des caisses de pension ne doit pas faire oublier celui plus fondamental du droit des travailleurs sur l'enrichissement des entreprises qui s'autofinancent. Les bénéfices réinvestis sont des salaires non-distribués. La force de cette revendication n'est pas encore vraiment exploitée.

Ces remarques critiques parce que beaucoup de choses dépendent de l'Union syndicale. A Montreux, elle est apparue comme une des grandes forces politiques du pays; ses leaders sont conscients de leurs responsabilités.

Ce congrès a révélé des préoccupations nouvelles; voyez les propositions de la FOBB (enquête sociologique sur l'image qu'offre le syndicat) de Genève (institut économique) de Vaud et de la FCTA (Fonds de placements syndical). Sans chauvinisme on peut dire que l'élan romand a été important! On sent une intention de renouvellement. On ne sait pas encore sous quelle forme et en quels termes ces intentions deviendront action!

Bi-mensuel romand
N° 120 5 novembre 1969 Sixième année

Rédacteur responsable: André Gavillet
Le numéro: 70 centimes
Abonnement pour 20 numéros:
Pour la Suisse: 12 francs
Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes
Administration, rédaction:
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré:

Jean-Daniel Delley
Henri Galland
André Gavillet
Marx Lévy
Christian Ogay

Le N° 121 sortira de presse le jeudi 27 novembre 1969

Aux menaces d'une société hypertechnique et gaveuse, quelles réponses ?

Une nouvelle religiosité ou un nouvel athéisme politique ?

A la sixième fois naît une habitude. De vingt en vingt nous faisons le point; $6 \times 20 = 120$. Nos lecteurs savent dans quel esprit nous tentons de réfléchir sur l'événement; « Domaine public », c'est pour nous une manière de penser à haute voix. Or, 1968 fut bouleversant : Paris, Prague. Mais 1969, une année de reflux. En Suisse, un calme platement plat. Et pourtant, dans ce D.P. 120, nous aimerions faire comprendre quelque chose que nous ressentons comme essentiel, et qui dépasse le domaine du politique, au sens étroit du terme.

I. Deux faits

Au départ, deux faits. Une lettre d'abord. Un lecteur écrivait pour nous faire savoir que nos propositions du type réforme des finances fédérales, service militaire différencié, fonds de placement syndical lui paraissaient intéressantes, dignes d'être réalisées, mais qu'à tout cela il manquait « une clé ». (D'après le contexte, cette clé dont il rêvait devait être plutôt une clé de voûte qu'une clé de serrure.) Autrement dit, quel est le sens d'une volonté réformatrice ? On peut certes prôner la sagesse de faire ce qui est possible dans sa zone d'influence, et décréter que le réformisme se prouve par la réforme même, comme la marche en marchant, mais vient un moment où ceux qui adhèrent à vos projets concrets demandent ce qui justifie les efforts pratiques et les besognes mineures. Ils veulent donc une clé !

Moïse

Deuxième fait. Après coup, nous avons attaché une grande importance à l'article que nous avions consacré au dernier ouvrage de Freud : « Moïse et le monothéisme ». Nous avons découvert en effet que cet essai rejoignait, sans qu'il y ait eu influence préalable, un courant nouveau de la pensée contemporaine. La psychanalyse, un peu essoufflée après la mort du géant, limitée de plus en plus aux problèmes cliniques, retrouvait une partie de l'audace qui permit à la première génération de s'attaquer aux grands problèmes des mythes et des religions, de tenter des premières synthèses entre les conquêtes de la biologie, de l'ethnologie et de la psychanalyse. « Totem et tabou », « Malaise dans la civilisation », « L'avenir d'une illusion », ces ouvrages de Freud ont aujourd'hui de nouveaux répondants. Ce deuxième souffle de ce qu'on pourrait, après Mendel, appeler la sociopsychanalyse se révèle à des manifestations multiples. Une cause, non négligeable semble-t-il, vaut d'être signalée : la lutte d'Israël pour son existence a poussé plusieurs psychanalystes à redéfinir les origines de la rationalité moderne et l'apport du monothéisme juif dans l'« invention » de la pensée scientifique. Mais quel rapport entre la lettre d'un lecteur qui cherchait « une clé », et Moïse ? C'est que l'interprétation profonde des événements est à chercher au-delà du domaine politique. De cette manière seulement peut être franchie cette impasse que définit

l'impossibilité d'échapper aux exigences d'une société industrielle condamnée à produire toujours plus, à croître indéfiniment, soumise au nouveau mythe de Sisyphe : la pierre ne redescend plus jamais, le supplice, c'est d'avoir à la porter sans cesse plus haut.

Mais reprenons, comme point de départ, ce qui était déjà le sujet du numéro 100, une discussion sur la croissance économique.

L'invention révolutionnaire

L'invention technologique et scientifique est le fait révolutionnaire fondamental. Elle change la vie. Les succès remportés sur la mortalité et la sénescence sont, dans l'histoire de l'homme, inouïs. L'invention a de surcroît rendu possible une économie de la croissance continue : de toute découverte découlent des produits nouveaux qui démonétisent les produits anciens; la machine rapide décline la machine lente; l'ordinateur géant triomphe de l'ordinateur moyen; l'appareil miniaturisé rend pataud l'appareil lourd, etc... Renouvellement perpétuel.

La recherche n'a plus de cesse; elle remet en question même les arts; la fébrilité est générale.

Or on peut mettre en discussion la société industrielle en croissance continue de divers points de vue : ne va-t-elle pas au-devant de crises ? la croissance ne se heurtera-t-elle pas à des goulets d'étranglement ? comment la contrôler ? comment s'assurer qu'elle vise des objectifs humains ? Toutes ces questions doivent être posées, mais la discussion doit se dérouler aussi à un autre niveau; elle n'est pas économique seulement.

II. Croissance et crise de civilisation

Comment le progrès scientifique permanent est-il vécu dans l'inconscient collectif ? De manière totalement différente qu'il y a cinquante ans. Autour de 1910, le simplisme scientifique de la fin du XIX^e n'avait déjà plus cours, le Savant n'était plus considéré comme le demiurge capable, bientôt, de résoudre tous les mystères. Mais il était encore un conquérant, un inventeur. Aujourd'hui son mérite est noyé dans le progrès général; on anticipe sur la découverte de telle sorte qu'elle perd son caractère d'innovation; l'invention n'est plus le jaillissement d'une liberté, elle est englobée dans le prévisible, extrapolée.

D'où une transformation profonde, dont quelques symptômes sont manifestes.

Dépersonnalisation

Tout le processus social apparaît comme dépersonnalisé. Les grands chefs, tels de Gaulle, avaient figure archaïque. Et par compensation, parce que la TV, la presse et le goût populaire l'exigent, on « vedettise ». Mais la vedette ne porte plus les attributs traditionnels de l'autorité.

Le manager d'une entreprise, disons, pour choisir au sommet, « M. General Motors », est certes le big boss qui décide de beaucoup de choses; mais il n'est plus vu comme le patron absolu de l'entreprise; car c'est d'elle seule qu'il tire son pouvoir et son prestige; à peine sera-t-il à la retraite qu'il se débauchera. On préfère d'ailleurs parler d'état-major, d'équipe, de staff, de brain-trust. Après l'exil du Vieux, les épigones Pompidou-Chaban et Delmas-Giscard et d'Estaing-Duhamel prétendirent aussitôt former un team. Ce n'est pas leur formule qui est en soi intéressante, mais le fait qu'elle ait été reçue par l'opinion comme plus moderne. La tiare de Paul VI elle-même, autre archaïsme, manque de collégialité, à ce que disent ses sous-pairs. Ce double phénomène, dépersonnalisation et vedettisation, peut ouvrir, sous certaines circonstances, des possibilités d'élargissement des libertés. La répression semble moins directe ou féodale ou culotte de peau ou calotte de velours; une certaine forme d'autoritarisme insolent ou sûr de soi ne se supporte plus. Mais, sous cette libération, ne retrouve-t-on pas une mécanique inexorable ?

Etudiants et croyants

Autre symptôme significatif, l'effervescence qui gagne étudiants et croyants. Bien évidemment la vieille université devait, étant mal préparée à un enseignement de masse, entrer en crise. Mais le malaise étudiant dépasse largement les problèmes d'une réforme de l'Université; et il touche une couche de population qui ne subit pas d'exploitation économique. De même quand l'Eglise est remise en cause en tant qu'Eglise, que ses membres recherchent la communion non plus dans une soumission au Père, mais dans une fraternité, en Jésus, ces changements de sens ne sont pas, aujourd'hui, gratuits. Ils ont valeur de symptômes, révélant incontestablement une crise.

III. Les fondements de la nouvelle religiosité

Le progrès scientifique et économique tend, de plus en plus, paradoxalement, à encourager le goût de l'irrationnel. Une observation superficielle le révèle. Quand les résultats de la science dépassent l'entendement, la croyance en un pouvoir magique (tout serait possible pour la pensée) n'est pas loin. Mais il s'agit en fait d'un phénomène beaucoup plus profond. Quelles en sont les composantes ?

Dépendance

Impuissance à influencer l'événement : la machine est emballée. A tous les niveaux on retrouve les signes de cet aveu de faiblesse. La paix est assurée par un équilibre de terreur nucléaire; la question ne nous concerne donc pas beaucoup plus que celle

Post scriptum à la garantie fédérale contre les risques à l'investissement

Nous avons souligné (D.P. 119) que l'aide publique suisse au développement est la plus basse de tous les pays membres du CAD (0,11 % du produit social brut). Le Conseil fédéral propose, pour améliorer le taux de l'aide publique, d'y inclure les sommes consacrées à la garantie contre les risques à l'investissement privé. Hénaurme !

En Suède, les préoccupations sont d'un tout autre

ordre. Pris dans le programme officiel suédois d'aide au développement, ces quelques extraits pourraient servir d'écho aux propositions contenues dans le dernier Message du Conseil fédéral :

« Le crédit budgétaire voté par le parlement suédois pour le programme d'aide publique s'élevait à 80 millions de dollars pour l'année fiscale 1967-1968. Il est de 100 millions de dollars pour l'année 1968-1969.

» Le programme officiel actuel représente 0,33 % du produit national brut. L'objectif fixé par le gouvernement est un transfert de fonds publics équivalent à 1 % du produit national brut (qui ne tient donc pas compte du flux des capitaux privés). Le gouvernement vise à atteindre cet objectif au cours de l'année 1974-1975, en exécution d'un plan adopté en 1968. Les conditions de l'aide sont aussi importantes que l'aspect purement quantitatif du programme.

de savoir si le Ciel tombera sur notre tête. Lorsque de jeunes cinéastes cherchent un thème de film, ils choisissent d'abord, voyez *Swissmade*, celui de la « récupération » de toute révolte. Et tous les jours, une majorité de citoyens pensent que le bulletin de vote, de toute façon, ne change rien à rien. Ou souvent encore, l'activisme contemporain n'est qu'une manière d'avouer en la niant cette impuissance. D'où la manière nouvelle dont est ressentie la dépendance de l'individu à l'égard de la société. Elle est manifeste chez beaucoup d'universitaires dans la peur du métier, qui consistera d'une façon ou d'une autre à se mettre au service, disent-ils, de la société capitaliste; elle est manifeste dans cette nouvelle forme plus radicale d'objection sociale, c'est-à-dire de volonté de se mettre hors du monde économique (moderne clergé régulier) qui trouve son refuge, c'est-à-dire son couvent, dans la recherche que l'on veut si fondamentale, donc si gratuite, qu'elle ne pourra pas contribuer à l'avancement de l'économie moderne. Faux-fuyant d'ailleurs, puisque la recherche est, précisément, un des mythes du monde contemporain. La dépendance est ressentie encore comme une absence d'événements. La libération de certains tabous sexuels est, de ce point de vue, un bel exemple. Elle allégera, certes, et heureusement, la répression contre les minorités érotiques. Mais elle représente aussi un pas de plus vers un type de société où il ne peut plus rien se passer; et la relation à une société perçue comme incapable de produire l'événement est de caractère psychotique. Nous ne posons là que quelques points de repère, inévitablement sommaires dans le cadre de cet article. Mais il nous semble évident que le sentiment d'impuissance, de dépendance, d'absence d'événements sont les fondements de la nouvelle religiosité.

IV. La régression aux stades ludique et magique

Il est clair que nous avons avec la société ou avec la nature des rapports de type parental. Nous nous en formons une image, une imago. Aujourd'hui les rapports changent.

Un exemple simple : depuis qu'existe une civilisation agricole, sédentaire, l'homme a exploité le sol, la terre, lui imposant ses exigences, son agression. Aujourd'hui la civilisation industrielle viole la nature au-delà de toute limite. Or la réaction, légitime, ne se fait pas seulement au niveau politique (aménagement du territoire, lutte contre la pollution de l'eau ou de l'air), ou sentimental (réserves naturelles), mais encore quasi-religieuse. Comment expliquez-vous le succès prodigieux de n'importe quelle marche, laïc pèlerinage, où, sous l'image protectrice d'un saint patron (Geiger, général Guisan, un colonel de division motorisée, etc...) les marcheurs, en bande, se « réconcilient » la grâce de la bonne nature !

Or quelle est notre imago de la société contemporaine ? Nous la découvrons à la fois comme ultrarationnelle (science et technologie, langage mathématique, etc...) et comme nous soumettant à la suralimentation, société dite de consommation; certes tous ne sont pas gavés, mais tous soumis aux messages publicitaires de l'abondance.

L'imago, et l'on peut suivre sur ce point Mendel, a des traits effrayants ou, pour employer un vocabulaire freudien, castrateurs (impuissance et gavage). D'où des signes évidents de régression psychologique.

Le magique

Il paraît qu'on compte, en France, autant d'astrologues, voyantes, etc... que de médecins. Les racines du magique ont toujours été vivaces. Mais les nouvelles formes ne manquent pas. Que de textes politiques n'avons-nous pas lus où le réveil des masses est invoqué, dans un jargon initiatique, comme on intercèderait auprès de la Vierge Marie. Que de complaisances pour les happenings, les psychodrames ! Quel retour aux activités ludiques, parfois riches en fantaisie et en humour, parfois infantiles ! Dans d'assez nombreuses discussions que nous avons eues, nous avons été frappés de voir que toute activité commerciale était pour beaucoup de gens assimilée à du « pourri »; n'importe quelle grande holding, c'était de la merde ! Les rapports avec le Tiers-Monde jugés si esclavagistes que toute mesure technique de coopération, de redressement économique était cataloguée dérisoire ! Bref une attitude critique, fondamentalement juste, était noyée dans l'irrationnel.

En face, il suffit de peu de choses pour qu'on voie ressurgir les fétiches virils de la droite, la mise en place au nom de la civilisation des dispositifs militaires; l'ordre public, interprété dans un sens unilatéral, décrété loi suprême de l'Etat.

Qu'on nous comprenne bien ! Plusieurs de ces attitudes ne datent pas de 1960. Mais l'imago d'une société inexorablement technique et gaveuse réactive diverses formes d'irrationnel ou de religiosité, ce qui est notamment perceptible dans la religion chrétienne même, où la « folie » de Jésus retrouve des disciples, incasables dans les vieux murs hiérarchiques ou synodaux.

Certaines de ces manifestations sont précieuses, peut-être. On voit combien un approfondissement de l'amour évangélique peut contribuer à liquider des hiérarchies figées et de vieilles structures mentales; il est bon de rappeler que l'amour, débordant de sa sphère privée, représente une des plus belles expériences humaines, celle qui préserve le mieux l'homme de l'angoisse. Mais alors l'amour évangélique se découvre comme inconciliable avec une religion de salut individuel; il nie même la religion. Le christianisme en est là dans sa révision déchirante.

Pour nous, ce qui compte, c'est de refuser toute

forme de religiosité moderne (et les nouveaux cultes et nouveaux dieux sont plus importants bientôt que les anciens) qui prétendrait apporter le salut quand elle ne serait que le reflet des nouvelles structures économiques. Une religiosité qui ne préparerait ni à l'action, ni à la liberté. Nouvel opium à l'âge de la drogue.

Aussi, délibérément, nous prenons le parti de l'athéisme.

V. Un athéisme politique

Adopter une terminologie psychanalytique fait encore sourire des sceptiques ! Il serait pourtant légitime de se demander pour quelles raisons, qui sont certes de nature économique et politique, mais pas entièrement, des paranoïaques tels Hitler ou Staline, ont pu régner sur deux peuples, maîtres des techniques modernes.

Il faudrait admettre au moins que l'irrationnel à chaque époque menace l'équilibre d'une civilisation. Aujourd'hui la menace est spécifique. La dépendance à l'égard d'une société en croissance continue, hyperteknique et gaveuse, provoque des régressions (agressives ou masochistes, exhibitionnistes, magiques ou religieuses) que certains voudraient nous présenter comme des conquêtes de l'esprit, quand elles ne sont que des abréactions. Une nouvelle critique est nécessaire. Mais ce n'est pas là à nos yeux l'essentiel.

Retour à la lettre d'un lecteur

En affaiblissant les vieilles structures autoritaires, la société industrielle offre aussi une chance réelle de liberté plus grande.

Mais pour que ne ressurgisse pas, sous cette promesse, une fois l'ogre vaincu, une société-sorcière, il faut tendre à une transformation progressive des rapports humains.

Des projets telle la mise en place d'une nouvelle pédagogie, la collectivisation du logement soustrait au profit, l'organisation des droits syndicaux dans l'entreprise même, la planification de l'économie, ces projets-là ou d'autres, plus audacieux, sortis d'une imagination plus sûre, ne sont pas réformes de bout de chandelle.

Car aujourd'hui se joue une partie difficile. La liberté doit être gagnée contre l'organisation de la société industrielle, où priment croissance, technologie, profit, mais aussi, sur un autre front, contre le retour du magique et de la religiosité.

Il ne s'agit donc pas d'échafauder une théorie pour prouver qu'on peut se contenter de telle ou telle réforme. Au contraire, il s'agit de démontrer que les réformes devront aller très loin si l'on veut retrouver et réinventer la liberté et écarter toutes les formes de régression.

Ça, c'est la clé.

A. G.

Les crédits suédois de développement ont jusqu'ici été accordés à un taux d'intérêt de 2 % avec un délai d'amortissement de vingt-cinq ans et une période de grâce de dix ans.

» Les crédits ne sont pas liés à l'approvisionnement en Suède et dans la plupart des cas il est recommandé de demander ces offres internationales ».

Le Danemark a décidé d'atteindre l'objectif de 1 %

du revenu national net en 1972-1973 et d'augmenter jusqu'à cette date l'aide publique de 25 % par an. **La Norvège** a adopté récemment un plan officiel qui tend à augmenter les sorties nettes de ressources pour atteindre 1 % du revenu national en 1973 et les sorties nettes de ressources publiques jusqu'à 0,75 % de ce pourcentage. A cette fin, une taxe spéciale d'assistance est prélevée sur tous les revenus imposables.

Aux Pays-Bas, où un nouveau programme d'assistance échelonné sur plusieurs années a été adopté en 1967, l'aide publique doit être portée à 1 % du revenu national pour 1971.

La République fédérale d'Allemagne augmente chaque année de 7 % les ressources budgétaires publiques destinées à l'aide au développement, dans le cadre d'un plan quinquennal 1968-1972.

Les hommages à André Bonnard

Dix ans après sa mort, les amis ou plus exactement les anciens étudiants-amis d'André Bonnard ont tenu à rappeler l'influence inoubliable qu'il a exercée, la chaleur de sa personnalité de timide intimidant.

Une fois de plus, il faut rappeler qu'il a appris à écrire à toute une génération. A vingt ans, l'Université ne vous entraîne plus à des exercices de style, cet exercice jugé bon pour des collégiens. La version grecque, avec André Bonnard, était dans le meilleur sens du terme un exercice de style; ses propres traductions d'ailleurs laissent éclater cet amour constant des mots.

A côté des hommages de ceux qui furent ses amis, d'autres articles ont sonné, hélas, faux.

Ainsi M. Vincent se réjouissait bruyamment dans la « Voix ouvrière » de ce que la « Gazette de Lausanne » fit l'éloge d'un homme qu'elle critiquait jadis. C'était sur le ton satisfait : n'est-ce pas nous qui avions raison ?

Mais la solitude d'André Bonnard a été plus grande qu'on ne l'a écrit. Il a voulu vivre pleinement sa rupture avec la bourgeoisie suisse dont on connaît la vengeance; mais quel appui, quels nouveaux compagnons de route trouvait-il ? Le communisme stalinien. Certes l'intelligentsia communiste et communiste a assuré en France à l'œuvre d'André Bonnard une audience qu'elle méritait, son nom, au-delà de notre frontière, a été popularisé. Mais à quel prix ? A cette époque, le communisme n'a jamais honoré ses intellectuels que pour les utiliser.

André Bonnard avait le cœur trop droit pour accepter d'être potiche. Sa solitude et son inquiétude, il nous en avait donné un témoignage, étaient sensibles; elles étaient celles de beaucoup d'autres qui, en rupture de bourgeoisie, rencontraient le stalinisme comme structure d'accueil !

Dix ans après, la fidélité des amis ne saurait servir la bonne conscience stalinienne.

Nos lecteurs écrivent: Prix des matières premières

Enchaînant sur une lettre de lecteur, un autre correspondant nous adresse les remarques suivantes : « Dans son N° 117, D.P. citait l'avis de l'un de ses correspondants au sujet de la priorité à accorder, dans l'ensemble des problèmes posés par l'aide au développement, à la fixation équitable du prix des matières premières en provenance du Tiers-Monde : C'est sur ce terrain que la partie est engagée et qu'elle sera gagnée ou perdue. A côté, l'aide technique, c'est du folklore ! ».

» C'est une opinion semblable qu'exprimait le 17 juillet 1968 à Genève, devant le Conseil économique et social de l'ONU, M. Raymond Scheyven, ministre belge de la coopération au développement.

» Dans l'énoncé des principaux problèmes posés par l'aide au développement, le ministre belge adopte l'ordre d'urgence suivant :

1. Le problème des matières premières,
2. Celui de l'industrialisation du Tiers-Monde, avec le problème des débouchés,
3. Le rôle du capital privé dans l'effort de développement avec, en corollaire, les garanties à fournir,
4. Le problème de l'explosion démographique,
5. Les réformes de structure qui conditionnent la croissance économique de plusieurs des pays concernés.

» Abordant l'étude du problème des matières premières, le ministre reconnaît sans fard que les résultats obtenus jusqu'ici sont peu encourageants. Les négociations entamées sous l'égide de la CNUCED au sujet des produits spécifiques n'ont encore abouti à aucun accord.

» Le rôle et le financement des stocks régulateurs,

la concurrence des produits de synthèse et de substitution, la diversification des économies des pays en voie de développement, la politique des prix, la libération de l'accès au marché des pays industrialisés, l'écoulement des excédents, tout reste à définir.

» M. Scheyven reprend alors l'idée du Fonds d'assurance au développement dans le cadre de l'ONU, projet qui a fait l'objet de divers rapports d'experts dès 1961 :

» Dans l'esprit des experts qui les avaient établis, il convenait de redistribuer, au moyen d'un système d'assurance, les gains et les pertes provoqués par les fluctuations des prix des produits de base.

» Contre ce projet d'assurance apparaît, hélas, une impossibilité touchant à la nature même de la forme de compensation envisagée : par définition, l'assurance est destinée à couvrir les dommages résultant d'un événement prévisible mais nullement certain. Basée sur la loi des grands nombres, l'assurance tire sa substance même de cet élément d'improbabilité de survenance des sinistres : le calcul de la prime est étroitement lié au rendement d'une branche d'assurance déterminée.

» Or le phénomène de détérioration des termes de l'échange atteint uniformément, avec des nuances il est vrai, tous les pays du Tiers-Monde exportateurs de matières premières.

Dès lors, le Fonds d'assurance au développement de l'ONU deviendrait rapidement un organe pur et simple d'assistance, qui s'ajouterait à ceux déjà existants. Il faut donc abandonner cette idée.

Il demeure que l'écart entre les pays pauvres et les pays riches se creuse et le temps presse.

» D'où la nécessité de prévoir la conclusion d'accords peu ambitieux mais plus réalistes.

» Nombreuses et diverses sont les matières premières dont le rendement est vital pour le Tiers-Monde.

» Reprenons la citation du correspondant de D.P. : « Un accord devrait être de courte durée (un an) susceptible d'être reconduit. Les pays producteurs continueraient à toucher le prix actuel du marché mondial, mais les pays acheteurs consentiraient à payer une surtaxe qui serait versée au programme de développement des Nations Unies ou à la Banque Mondiale ».

» Aussi à défaut d'un accord sur les prix des matières premières, devant la difficulté de mettre sur pied un système d'assurance, l'idée de votre correspondant me paraît, sur la base de mon expérience sur ce sujet, digne d'être discutée et appliquée. »

G. d. B.

La Suisse et l'ONU Une valse hésitation

Il vaut la peine de revenir sur le message fédéral et la discussion du Conseil national concernant les relations entre la Suisse et les Nations Unies.

C'est en effet le premier débat de fond sur ce problème depuis 1945, date à laquelle une commission nommée par le Conseil fédéral avait recommandé l'adhésion de la Suisse à la condition que soit maintenue sa neutralité. Cette recommandation n'eut pas de suite : l'Organisation se méfiait de notre statut de neutralité.

Le rapport

Dans une première partie rédigée par le professeur Guggenheim le rapport relate avec précision l'histoire des relations de la Suisse avec la SDN, puis avec l'ONU et ses organisations spécialisées; notre statut de neutralité est examiné sous ses aspects théoriques et pratiques et, chose intéressante, la présentation des positions suédoise et autrichienne donne un point de référence.

La deuxième partie, une analyse politique, œuvre du département politique, détermine les possibilités et les conditions d'une entrée de la Suisse dans l'organisation de New York. Il y est démontré que, tant sur le plan pratique que théorique, le statut de neutralité et les principes de la Charte ne sont pas

incompatibles et que, avantages et désavantages pesés, et bien pesés, l'adhésion est souhaitable. Voilà du nouveau; il s'agit là d'une évolution considérable : jusqu'en 1966 le Conseil fédéral déclarait invariablement que l'adhésion n'entraînait pas en ligne de compte, déclarations dans lesquelles perçait la peur de ne pouvoir maintenir l'intégrité de notre politique de neutralité. Car c'est là que se situe le cœur du problème : aussi longtemps que le gouvernement s'est retranché derrière le statut de neutralité, reconnu en 1815 et confirmé en 1919, et surtout derrière la politique qui en découlait, résultat d'une interprétation abusivement extensive, l'adhésion est restée un problème « à suivre de près » comme l'ont répété les rapports de gestion d'année en année. Jamais elle n'a été considérée comme une question politique importante qui nécessitait une réponse claire.

Ce rapport sonne le réveil. Comme le rappelle le professeur Guggenheim, la doctrine est ferme quant au statut de neutralité, qui concerne avant tout le temps de guerre et les alliances offensives et défensives. Mais l'Etat neutre, en dehors de ces obligations, reste libre de déterminer sa politique générale comme il l'entend. Et les domaines où il peut agir ne se circonscrivent pas obligatoirement à la politique économique ou humanitaire. Et ce sont bien là les conclusions du département politique : la Suisse ne peut plus développer sa participation à l'œuvre économique, technique et sociale de l'ONU sans être présente « là où se détermine en dernier ressort l'orientation de cette œuvre ». D'autre part l'évolution de l'organisation depuis 1945, la possibilité de se soustraire à l'exécution des sanctions militaires prévues par l'article 43 de la Charte, le caractère de plus en plus universel de cette assemblée, caractère qui rend difficile voire impossible une politique de stricte neutralité face à la communauté internationale, même pour des Etats non-membres, toutes ces raisons ne nous permettent plus de rester en dehors.

La conclusion du Conseil fédéral paraît d'autant plus surprenante après une telle démonstration. Si « les Nations Unies s'inscrivent dans le tracé logique de l'histoire », déclare-t-il, il n'est pas encore temps pour la Suisse de suivre cette évolution. Argument majeur : le peuple suisse n'est pas prêt à faire ce pas; mais justifie-t-il une conclusion si abrupte ? Car l'occasion était donnée pour présenter les prémisses d'une nouvelle politique de neutralité. Le train de mesures prévues par le Conseil fédéral est désarmant si ce n'est ridicule : un problème politique est posé, il répond augmentation de l'aide financière à l'ONU et à ses organisations, participation accrue de personnalités suisses au cas où on nous le demanderait, information régulière des Chambres.

Bref une conclusion négative du Conseil fédéral à un rapport positif du département politique. Un testament politique digne de Willy Spühler, une décision sans envelopure du gouvernement.

Un débat

A la session d'automne, débat-fleuve au Conseil national. Mis à part le représentant des Arts et Métiers, c'est un concert de louanges avec de légères nuances selon les groupes. Même les adversaires d'hier y vont de leur envolée : oubliés les arguments essentiels, fondamentaux, qui faisaient de notre adhésion une impossibilité. C'est un grand élan qui saisit les parlementaires. Peut-être tant mieux. Mais l'enthousiasme s'exprime d'autant plus facilement qu'aucune décision n'est à prendre. C'est l'unanimité pour l'expectative, mis à part une poignée de députés qui jugent les conclusions franchement insuffisantes.

Il reste que les problèmes importants ne sont pas résolus : d'abord celui de l'information de la population qui ne sera pas réglé par les mesures proposées; ensuite la détermination d'une politique de neutralité qui sorte des limites étroites où le gouvernement l'a enfermée trop longtemps. Car la neutralité n'est plus, depuis longtemps, l'instrument d'une politique d'indépendance, mais une sorte de mythe. Aujourd'hui elle est à démystifier et à réinventer dans le cadre d'une nouvelle politique étrangère. Nous reviendrons sur le sujet. J.-D. D.